

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE
Réutilisation ou réhabilitation d'ouvrages de bâtiment
Cahier des Clauses
Administratives Particulières_CCAP

NUMÉRO CONSULTATION / 2025_ANDORRE_MOE_SÉCURITÉ

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Ministère de l'Éducation Nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche
Rectorat de région académique - Service Régional Académique de la Politique Immobilière
(SRAPI). 31 rue de l'Université – 34000 Montpellier – Siret 173 404 302 000 15

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Madame Carole DRUCKER-GODARD, rectrice de la région académique Occitanie, rectrice
de l'académie de Montpellier, chancelière des universités, par arrêté en date du 25 mars 2025.
31 rue de l'Université – 34000 Montpellier – Siret 173 404 302 000 15

Objet du marché

Mission de maîtrise d'œuvre relative à la mise aux normes sécurité incendie de l'ensemble
des bâtiments du Lycée Comte de Foix à Andorre La Vieille_Andorre.

Remise des offres

Date limite de réception : 13 mai 2025 à 12h00 (mois M0)

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

Réutilisation ou réhabilitation d'ouvrages de bâtiment

Cahier des Clauses

Administratives Particulières_CCAP

sommaire

ARTICLE.1 OBJET DU MARCHÉ ET DÉSIGNATION DES CONTRACTANTS.....	5
1.1 OBJET DU MARCHÉ	5
1.2 LES CONTRACTANTS	5
ARTICLE.2 CONTENU DE LA MISSION – DÉCOMPOSITION – LANGUES - PRESTATIONS SIMILAIRES – MODIFICATION DU MARCHÉ	5
2.1 ÉLÉMENTS DE MISSION DE BASE :	6
2.2 AUTRES ÉLÉMENTS DE MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE	6
2.3 DÉCOMPOSITION DE LA MISSION EN TRANCHES ET EN LOTS	6
2.4 CARACTÉRISTIQUES DES MARCHÉ DE TRAVAUX	6
2.5 LANGUE	6
2.6 RÉALISATION DE PRESTATION SIMILAIRES	6
2.7 MODIFICATIONS EN COURS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	6
2.7.1 Clauses de réexamen	7
ARTICLE.3 INTERVENANTS	8
3.1 CONDUITE D'OPÉRATION – REPRÉSENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR (RPA)	8
3.2 MAÎTRE D'ŒUVRE	8
3.3 SOUS-TRAITANCE.....	9
3.4 COORDINATION SYSTÈME DE SÉCURITÉ INCENDIE (SSI)	9
3.5 CONTRÔLE TECHNIQUE (CT).....	9
3.6 COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS (SPS)	10
3.7 ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION.....	10
3.8 AUTRES INTERVENANTS	10
ARTICLE.4 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	10
4.1 PIÈCES CONTRACTUELLES	10
4.2 PIÈCES À DÉLIVRER AU TITULAIRE	11
ARTICLE.5 MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ GÉNÉRALITÉS	11
5.1 ÉCHANGES DÉMATÉRIALISÉS – NOTIFICATIONS	11
5.2 DURÉE ET DÉLAIS	11
5.2.1 Durée du marché.....	11
5.2.2 Reconduction	12
5.2.3 Délais d'exécution des prestations	12
5.2.4 Prolongation du délai d'exécution.....	14
5.3 CLAUSE D'INSERTION SOCIALE	14
5.4 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	14
5.5 CONFIDENTIALITÉ	16
5.5.1 Traitement de données à caractère personnel.....	16
5.5.2 Confidentialité – Secret des affaires.....	16
5.5.3 Conflit d'intérêts.....	17
5.5.4 Prestations intéressant la défense – Obligation de discrétion	17
5.6 DÉMARCHE BIM (BUILDING INFORMATION MODELLING) ET MAQUETTE NUMÉRIQUE	17
ARTICLE.6 MESURES D'ORDRE SOCIALE	17
6.1 APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL	17

6.2	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'INTERVENANTS ÉTRANGERS OU DE TRAVAILLEURS DÉTACHÉS	18
6.2.1	Intervenants étrangers	18
6.2.2	Lutte contre les prestations de services internationales illégales	19
ARTICLE.7 RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES		19
7.1	ASSURANCE DE MAÎTRE D'ŒUVRE	19
7.1.1	Responsabilités	19
7.1.2	Assurances de responsabilité civile de droit commun	19
7.1.3	Assurances de responsabilité civile décennale	20
7.1.4	Dispositions communes	20
7.2	ASSURANCE DU MAÎTRE D'OUVRAGE	21
ARTICLE.8 CONNAISSANCES ANTÉRIEURES / PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE		21
8.1	UTILISATION DES CONNAISSANCES ANTÉRIEURES	21
8.2	UTILISATION DES RÉSULTATS	21
8.2.1	Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique	21
8.2.2	Mise en œuvre de la protection des droits moraux	21
8.2.3	Exploitation commerciale des résultats	21
ARTICLE.9 RÉMUNÉRATION – RÈGLEMENT DES COMPTES – VARIATION DANS LES PRIX		22
9.1	FORFAIT DE RÉMUNÉRATION	22
9.1.1	Forfait provisoire de rémunération	22
9.1.2	Fixation du coût prévisionnel des travaux et du forfait définitif de rémunération – Clause de réexamen	22
9.2	RÈGLEMENT DES COMPTES DU MAÎTRE D'ŒUVRE	23
9.2.1	Avances	23
9.2.2	Modalités de transmission et de paiement	24
9.2.3	Rythme de règlement	25
9.2.4	Rémunération des éléments de mission	26
9.2.5	Modalités particulières de paiement en cas de groupement d'opérateurs ou de sous-traitance	26
9.2.6	Acompte	27
9.3	VARIATION DANS LES PRIX	28
9.3.1	Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 9.3.3 et 9.3.4	28
9.3.2	Mois d'établissement des prix du marché	28
9.3.3	Choix de l'index de référence	28
9.3.4	Modalités de révision des prix	28
9.3.5	Application de la taxe à la valeur ajoutée	28
ARTICLE.10 EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX		29
10.1	COÛT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX_ENGAGEMENTS DU MAÎTRE D'ŒUVRE	29
10.2	TOLÉRANCE SUR LE COÛT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX	29
10.3	SEUIL DE TOLÉRANCE	30
10.4	COÛT DE RÉFÉRENCE DES TRAVAUX	30
10.5	MOYENS DONNÉES AU COORDONNATEUR SPS – OBLIGATION DU MOE	30
10.6	VARIANTE POUR LES MARCHÉ DE TRAVAUX	31
ARTICLE.11 EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE APRÈS LA PASSATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX		31
11.1	COÛT INITIAL DES MARCHÉ DE TRAVAUX – CONDITIONS ÉCONOMIQUES D'ÉTABLISSEMENT	31
11.2	TOLÉRANCE SUR LE COÛT INITIAL DES MARCHÉS DE TRAVAUX	31
11.3	CALCUL DU SEUIL DE TOLÉRANCE SUR LE COÛT INITIAL DES MARCHÉS DE TRAVAUX	32
11.4	COMPARAISON ENTRE RÉALITÉ ET TOLÉRANCE	32
11.5	PÉNALITÉ POUR DÉPASSEMENT DU SEUIL DE TOLÉRANCE	32
11.6	TRAVAUX MODIFICATIFS OU SUPPLÉMENTAIRES	32
11.6.1	Définition	32
11.6.2	Modalités d'acceptation	33
11.7	SUIVI DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX	33

11.8	ORDRES DE SERVICE DÉLIVRÉS PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE	33
11.9	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL.....	33
11.9.1	Autorité du coordonnateur SPS	33
11.9.2	Moyens donnés au coordonnateur SPS	34
ARTICLE.12 DÉLAIS – PÉNALITÉS- PRIMES		35
12.1	DÉLAIS ET PÉNALITÉ	35
12.1.1	Délais et pénalités appliquées aux éléments de mission.....	35
12.1.2	Pénalités liées au non-respect des clauses sociales.....	36
12.1.3	Pénalités liées au non-respect des clauses environnementales.....	36
12.1.4	Autres pénalités	36
12.2	PLAFONNEMENT ET SEUIL D'EXONÉRATION DES PÉNALITÉS DE RETARD	37
12.3	PRIMES	37
ARTICLE.13 ADMISSION – ACHÈVEMENT DE LA MISSION - RÉSILIATION		37
13.1	ADMISSION DES DOCUMENTS PRÉSENTATION PAR LE MOE	37
13.1.1	Nombre d'exemplaires.....	37
13.1.2	Délais d'admission des documents d'études.....	37
13.1.3	Ajournement – Réfaction – Rejet.....	37
13.1.4	Délais de vérification des autres documents présentés par le MOE.....	38
13.2	ACHÈVEMENT DE LA MISSION.....	38
13.3	INTERRUPTION ET SUSPENSION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	38
13.4	RÉSILIATION DU MARCHÉ	38
13.4.1	Résiliation du marché par décision du RPA	39
13.4.2	Résiliation du marché pour motif d'intérêt général.....	39
13.4.3	Résiliation du marché aux torts du MOE ou cas particulier	39
13.4.4	Résiliation du marché par arrêt des prestations ou autres cas de résiliation.....	39
ARTICLE.14 DIFFÉRENDS ET LITIGES		40
14.1	DIFFÉRENDS	40
14.2	LITIGES ET CONTENTIEUX.....	40
ARTICLE.15 DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....		40
ARTICLE.16 PRÉCISIONS DES DOCUMENTS GÉNÉRAUX		40

Cahier des Clauses

Administratives Particulières_CCAP

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur (PA) est désigné "Maître d'ouvrage", représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) et les termes "admissions" et "admises" sont substitués à ceux de "réceptions" et de "reçues".

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE.1 OBJET DU MARCHÉ ET DÉSIGNATION DES CONTRACTANTS

1.1 OBJET DU MARCHÉ

Conformément aux dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée du livre IV du CCP (articles de L2410-1 à L2432-2), le présent marché est un marché de maîtrise d'œuvre pour les travaux de mise aux normes sécurité incendie du Lycée Comte de Foix à Andorre La Vieille, Andorre. La description des missions et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le programme de l'opération et aux articles 2.1 et 2.2 du présent document.

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

Carrer Prada Motxilla, 25 AD500 Andorra la Vella_Andorre

Les ouvrages à réaliser, conformément au programme, appartiennent à la catégorie des ouvrages de bâtiment pour une opération de réhabilitation ou réutilisation. En référence aux l'articles R2431-5 et R2431-17 du CCP, les missions confiées au maître d'œuvre seront :

Mission de base + OPC + CSSI.

1.2 LES CONTRACTANTS

Le marché est conclu entre :

- II La personne morale désignée à l'article 1 de l'acte d'engagement dénommée « maître d'ouvrage » dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- II Et le titulaire du marché désigné à l'article 2 de l'acte d'engagement et dénommé « maître d'œuvre » MOE, dans le présent CCAP.

Par précision au CCAG MOE, dans le cas où le présent marché serait attribué à un groupement, la forme est obligatoirement conjointe avec mandataire solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations de celui-ci à l'égard du maître d'ouvrage jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

ARTICLE.2 CONTENU DE LA MISSION – DÉCOMPOSITION – LANGUES - PRESTATIONS SIMILAIRES – MODIFICATION DU MARCHÉ

La mission confiée au MOE est constituée des éléments de missions définis dans les articles R.2431-19 à R.2431-23 du CCP. Ces éléments de mission, listés ci-après, sont considérés comme des parties techniques.

Les obligations à la charge du MOE issues des articles du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux en vigueur (CCAG Travaux), s'appliquent au présent contrat.

2.1 ÉLÉMENTS DE MISSION DE BASE :

AVP : les études d'avant-projet ;

PRO : les études de projet ;

ACT : l'assistance au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux ;

EXE : le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux et la totalité des études de synthèse ;

VISA : l'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs ;

DET : la direction de l'exécution des marchés de travaux ;

AOR : l'assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (GPA) prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux.

La mission de base intègre les obligations relatives à la gestion des Déchets de Chantier au sens des articles L541-1 à L541-50 et L542-1 à L542-14 du code de l'environnement et de ses textes d'application.

2.2 AUTRES ÉLÉMENTS DE MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE

OPC : l'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux ;

CSSI : la coordination des systèmes de sécurité incendie.

2.3 DÉCOMPOSITION DE LA MISSION EN TRANCHES ET EN LOTS

Sans Objet pour cette opération.

2.4 CARACTÉRISTIQUES DES MARCHÉ DE TRAVAUX

Sans Objet pour cette opération.

2.5 LANGUE

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

2.6 RÉALISATION DE PRESTATION SIMILAIRES

Le maître d'ouvrage peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2.7 MODIFICATIONS EN COURS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Le présent marché peut, en cours d'exécution, subir des modifications sous forme d'avenants signés par les deux parties.

Quelles que soient les modifications envisagées, l'avenant doit présenter leurs justifications et leurs conséquences techniques et/ou financières. Il doit notamment arrêter le programme modifié, si celui-ci a évolué du fait des modifications techniques ou financières envisagées, et le coût prévisionnel des travaux concernés par la ou les modifications.

2.7.1 Clauses de réexamen

Champ d'application et nature des modifications envisageables :

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, les modifications des clauses financières du présent marché sont envisageables dans les cas suivants :

- Lorsque le maître d'ouvrage a pris la décision d'ouvrir aux variantes lors de la passation des marchés de travaux puis de les retenir lors de la signature, la rémunération du maître d'œuvre est réexaminée si les études de conception doivent impérativement être reprises ou si une nouvelle autorisation est nécessaire. En présence de telles variantes, le maître d'œuvre indique dans un document annexé au rapport d'analyse des offres les conséquences de leur prise en compte sur sa mission et les incidences éventuelles sur sa rémunération, exprimée en journées de travail supplémentaires selon les montants journaliers identifiés dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.
- Les clauses financières peuvent être modifiées si le maître d'ouvrage décide de confier de nouvelles missions complémentaires au maître d'œuvre.
- Les clauses financières peuvent être modifiées lorsque le maître d'ouvrage décide de modifications de programme, rendant nécessaire la reprise des études ou l'adaptation de sa mission en cours d'exécution des travaux, après la fixation de la rémunération définitive du maître d'œuvre.
- Les clauses financières peuvent être modifiées si le maître d'ouvrage décide d'allonger la durée de la mission du maître d'œuvre au titre du suivi des réserves formulées lors de la réception et non levées à l'issue de la garantie de parfait achèvement, à la condition que le maître d'œuvre ait mis en œuvre tous les moyens mis à sa disposition par le CCAG-Travaux.
- Une révision de la rémunération du maître d'œuvre est possible pour passer d'une rémunération provisoire à une rémunération définitive. Pour cela, les parties conviennent de modifier le marché conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique et suivant l'article 9.1.2 du présent document.

La mise en œuvre des modifications

Ces modifications sont initiées par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage qui, par tous moyens et dans les plus brefs délais, informe l'autre partie de la nature de la modification envisagée et du fait générateur en vue de la conclusion éventuelle d'un avenant. Le maître d'œuvre peut joindre à son information une évaluation environnementale si cela est rendu nécessaire par la nature des modifications envisagées.

La rémunération du maître d'œuvre et les modalités de son engagement sur le coût prévisionnel sont adaptées en conséquence des modifications techniques à réaliser. Selon les cas, la rémunération est :

- Revue en proportion de l'évolution du coût prévisionnel (phase études) ou constaté (phase chantier) des travaux, induite par les modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage ;
- Mise au point sur la base de l'évaluation par le maître d'œuvre des temps de travail prévisionnels nécessaires à la réalisation des nouvelles prestations, sur la base des coûts indiqués dans la répartition des éléments de mission annexée à l'acte d'engagement ;
- Adaptée en combinant ces deux modalités.

Dans le cas où les parties n'arriveraient pas à s'entendre sur les conséquences financières des modifications envisagées, le recours à un expert extérieur de leur choix est possible

ARTICLE.3 INTERVENANTS

3.1 CONDUITE D'OPÉRATION – REPRÉSENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR (RPA)

Rectorat de Montpellier - Service de Région Académique à la Politique Immobilière (SRAPI)

L'interlocuteur chargé du suivi de l'exécution des prestations est désigné par le maître d'ouvrage lors de la notification du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

Le chef de service ou son représentant assume les fonctions suivantes :

- Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG-MOE) ;
- Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 15.3.2 du CCAG-MOE) ;
- Signature et notification, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché, des décisions d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 21 du CCAG-MOE) ;
- Notification des ordres de service (article 3.8 du CCAG-MOE) ;
- Réception de la demande de paiement (article 11.6 du CCAG-MOE) ;
- Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG-MOE) ;
- Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- Vérifications qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 20 du CCAG-MOE).

Le RPA notifie sans délai toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

3.2 MAÎTRE D'ŒUVRE

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG MOE, le titulaire désigne, à la notification de son marché, un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas de groupement d'opérateurs économiques c'est le mandataire qui représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis du maître d'ouvrage pour l'exécution du marché, il est désigné dans l'acte d'engagement.

En cas de défaillance du mandataire les dispositions décrites à l'article 3.5.4 du CCAG MOE s'appliquent.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés au maître d'ouvrage.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Les missions confiées au maître d'œuvre sont décrites à l'article 2 du présent CCAP.

3.3 SOUS-TRAITANCE

Le MOE ne peut sous-traiter que certaines prestations de son marché en particulier compte tenu des dispositions de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture : La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans la déclaration de sous-traitance formulaire DC4 ou équivalent téléchargeable sur : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Le MOE doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 7.1 ci-après.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément aux articles R.2193-10 et suivants du CCP et à l'article 9.2.6 du présent CCAP.

3.4 COORDINATION SYSTÈME DE SÉCURITÉ INCENDIE (SSI)

La réalisation des prestations décrites dans l'élément de mission SSI du CCTP est confiée au MOE.

3.5 CONTRÔLE TECHNIQUE (CT)

Le contrôle technique est non désigné à ce stade.

A titre indicatif, les missions confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique sont relatives :

- à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables (Mission L) ;
- à la sécurité des personnes dans les constructions (Mission S) ;
- au fonctionnement des installations (Mission F) ;
- à l'isolation acoustique (Mission Ph) ;
- à l'isolation thermique et aux économies d'énergie (Mission Th) ;
- à la solidité des existants (Mission LE) ;
- à la vérification initiale des installations électriques au titre du code du travail (Mission VIEL) ;
- à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables et dissociables (Mission LP).

Le MOE doit intégrer dans ses études, sans rémunération supplémentaire, l'ensemble des observations du contrôleur technique que le maître d'ouvrage lui a notifié, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études qu'à celui de la réalisation de l'ouvrage.

Si ces remarques interviennent après la mise au point des marchés de travaux et font suite, soit à l'application d'une réglementation nouvelle, soit à la modification d'une réglementation existante, les études supplémentaires peuvent donner lieu à une rémunération complémentaire pour le MOE. Cette rémunération est négociée avec le maître d'ouvrage et un avenant est établi, le cas échéant.

3.6 COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS (SPS)

L'opération, objet du présent marché, relève de la **catégorie 3** au sens des articles R.4532-1 et R.4532-52 et R.4532-54 du code du travail, en phases de conception et de réalisation.

Le MOE met en œuvre les principes généraux de prévention définis aux 1°, 2°, 3°, 5°, 6° et 8° de l'article L.4121-2 du code du travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au MOE en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

La mission de coordination en matière de SPS est non désignée à ce stade.

3.7 ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION

La réalisation des prestations décrites dans l'élément de mission OPC du CCTP est confiée au MOE.

3.8 AUTRES INTERVENANTS

Sans Objet.

ARTICLE.4 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

4.1 PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG MOE, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi (qui pourra être daté et signé par les représentants habilités des parties dès la remise de l'offre) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics MOE (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le programme incluant le détail de l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le maître d'ouvrage et affectée aux travaux, ainsi que ses éventuelles annexes ;
- Les pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage lors de la consultation ;
- Les clauses du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux.
- L'offre technique du maître d'œuvre, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques, y compris les compléments apportés en cas de négociation et de mise au point, ainsi qu'un tableau détaillé de répartition des tâches par éléments de mission et par lot si l'offre a été déposée par un groupement ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du maître d'œuvre.

Seul l'exemplaire original de chaque document, conservé dans les archives du maître d'ouvrage, fait foi.

4.2 PIÈCES À DÉLIVRER AU TITULAIRE

En application de l'article 4.2 du CCAG, il appartient au titulaire de faire la demande d'exemplaire unique du marché ou de certificat de cessibilité qui lui sera alors délivrée gratuitement.

ARTICLE.5 MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ GÉNÉRALITÉS

5.1 ÉCHANGES DÉMATÉRIALISÉS – NOTIFICATIONS

Conformément à l'article R. 2182-4 du code de la commande publique, les stipulations du marché prennent effet à compter de la réception de sa notification par le maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG MOE, les délais commenceront dès réception de l'accusé de réception par le titulaire de l'échange électronique.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par tout moyen dématérialisé.

Les ordres de service sont émis conformément à l'article 3.8 du CCAG-MOE. Ils sont notamment nécessaires :

- lorsqu'une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ ou la prolongation d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (tel que notamment l'ordre donné au maître d'œuvre d'engager un élément de mission) ;
- si le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations de maîtrise d'œuvre ;
- dès lors qu'une décision du maître d'ouvrage est susceptible de mettre en œuvre ou de modifier les dispositions contractuelles.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'ouvrage dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion en application de l'article 3.8.2 du CCAG-MOE.

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil auprès du maître d'ouvrage.

Le titulaire est tenu de signaler au maître d'ouvrage tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

5.2 DURÉE ET DÉLAIS

5.2.1 Durée du marché

Le marché s'exécute à compter de sa notification et s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des marchés de travaux, éventuellement prolongés.

5.2.2 Reconduction

Le marché public n'est pas reconductible.

5.2.3 Délais d'exécution des prestations

La notification du marché vaut commencement de son exécution

Éléments et points de départ du délai d'exécution des missions :

MISSION « ÉTUDES »

Éléments de mission	Point de départ du délai mission « études »
APD	Date de la notification du marché.
PRO	Date de l'accusé de réception par le MOE du prononcé de l'approbation ou recevabilité de l'APD
EXE synthèse	Date fixée par le calendrier détaillé d'exécution des travaux.

En aucun cas l'approbation ou la recevabilité tacite ne vaut autorisation de commencer l'élément de mission suivant.

MISSION « ACT »

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai mission « ACT »
DOCUMENTS DE LA CONSULTATION	Préparer les documents de la consultation	Date de l'accusé de réception par le MOE du prononcé de l'approbation ou recevabilité du document le précédent dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération.
Analyse des candidatures	Fournir le rapport d'analyse des candidatures ou du contenu de la première enveloppe.	Date de la remise au MOE des plis contenant les candidatures ou de la première enveloppe.
Analyse des offres	Fournir le rapport d'analyse des offres.	Date de la remise au MOE des plis contenant les offres.
Mise au point des dossiers marchés	Procéder à la mise au point du/des dossier(s) marché(s).	Date de la décision d'attribution des marchés.

En aucun cas l'approbation ou la recevabilité tacite ne vaut autorisation de commencer l'élément de mission suivant.

MISSION « VISA »

Définition de la tâche	Point de départ du délai mission « visa »
Viser ou faire part de ses observations sur les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les entreprises.	Date de réception de chaque plan, note de calculs, étude de détail et autre document réalisé par l'entrepreneur.

MISSION « DET »

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
Comptes rendus de réunion	Établir et diffuser les comptes rendus de réunion.	Date de la réunion.

Constats	Procéder aux constatations.	Date de la demande de l'entrepreneur.
Notification des décisions	Notifier les décisions du RPA	Date de réception de la décision du RPA
Mémoires de réclamation	Instruire les mémoires de réclamation.	Date de réception de la réclamation de l'entrepreneur.
État d'avancement	Établir l'état d'avancement.	Au plus tard le 28 de chaque mois
Projets de décomptes finaux, décomptes généraux et soldes	Vérifier les projets de décomptes finaux des marchés de travaux et établir les décomptes généraux et soldes avec utilisation de Chorus-pro le cas échéant.	Date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

MISSION « OPC »

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
Calendrier des documents d'exécution	Établir le calendrier d'établissement des documents d'exécution notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	Point de départ de la ou de chaque période de préparation
Calendrier détaillé	Établir le calendrier détaillé d'exécution des travaux notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	Point de départ de la ou de chaque période de préparation
Mise à jour du calendrier détaillé	Mettre à jour le calendrier détaillé d'exécution des travaux notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	Date de réception de la demande de l'ordre de service du RPA

MISSION « AOR » COMPRENANT LES MISSIONS DU CSSI

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
OPR	Procéder aux Opérations Préalables à la Réception (OPR).	Date de réception, par le MOE, de l'avis de l'entrepreneur titulaire du lot désigné au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) des marchés de travaux ou date prévisible d'achèvement des travaux indiquée dans l'avis.
Proposition de réception	Proposer la réception au RPA et notifier la proposition de réception à l'entrepreneur.	Date du procès-verbal des OPR
DOE	Remettre le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) au maître de l'ouvrage.	Après réception par le MOE de tous les documents dus par les entrepreneurs.

Examen des désordres	Procéder à l'examen des désordres signalés pendant la Garantie de Parfait Achèvement (GPA).	Date de saisine par le RPA
PV de levée des réserves	Etablir le procès-verbal de levée des réserves.	Date de réception de l'avis de l'entrepreneur ayant levé les réserves.

MISSION « SSI »

Phase	Définition de la tâche	Point de départ du délai
Conception	Élaboration du cahier des charges fonctionnel du SSI	Date de la notification du marché.
Réalisation	Organisation, contrôle et suivi de la mise en œuvre de la mise en sécurité	Date de réception de chaque plan, note de calculs, étude de détail et autre document réalisé par l'entrepreneur.
Réception	Etablir le procès-verbal de levée des réserves.	Date de réception de l'avis de l'entrepreneur ayant levé les réserves.

Certains documents (pièces nécessaires à l'ouverture au public, au fonctionnement et à la maintenance de l'ouvrage, etc.) doivent être remis au plus tard lors des opérations préalables à la réception.

5.2.4 Prolongation du délai d'exécution

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait du maître d'ouvrage ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le maître d'ouvrage prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au maître d'ouvrage les faits, dans les 30 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. La durée d'exécution du marché est prolongée dans les conditions décrites à l'article 15.3 du CCAG MOE. Toutes justifications nécessaires permettant au maître d'ouvrage d'apprécier le bien-fondé des difficultés signalées et la durée de l'éventuelle prolongation de délai doivent être fournies par le titulaire.

En cas de prolongation de la durée du chantier ayant pour conséquence une augmentation de plus de 10% par rapport à celle résultant initialement des marchés de travaux, les parties se rapprochent afin, d'une part, d'examiner les causes de ce retard, et, d'autre part, de déterminer si ce retard ouvre droit à rémunération complémentaire.

5.3 CLAUSE D'INSERTION SOCIALE

Sans objet pour le présent marché.

5.4 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le volet Qualité Environnementale du projet comportera les aspects suivants en fonction de leur pertinence par rapport au programme :

- Favoriser le réemploi, la réutilisation, le reconditionnement des matériaux, l'intégration de matières recyclées et le recyclage ;

- Utiliser des matériaux à faible empreinte environnementale comme des matériaux biosourcés ou géosourcés ;
- Recourir à la filière courte ;
- Réduire les impacts sur la biodiversité ;
- Élaborer une stratégie d'efficacité énergétique ;
- Utiliser l'amélioration passive du confort d'été ;
- Assurer la gestion et la traçabilité des déchets au cours de l'opération ;
- Prise en compte des objectifs de développement durable dans la conception et l'élaboration des ouvrages et leur coût de maintenance.

Le titulaire s'engage à :

Pour l'établissement des documents de la consultation pour les marchés de travaux :

- Élaborer des critères de sélection et d'attribution respectueux de cette démarche environnementale tout en préservant les exigences patrimoniales, techniques et financières (recours à X% d'éco-matériaux, livraison de matériaux dans des conteneurs réutilisables, etc.), et s'assurer que chaque entreprise de travaux détaillera les moyens techniques qu'elle propose afin de réduire la production de déchets ;
- Favoriser le réemploi des matériaux issus de la démolition directement sur le chantier ; les actions entreprises seront reportées dans le bilan de fin de chantier ;
- Imposer dans la rédaction des contrats dont ils ont la charge directement ou indirectement, la mise en œuvre de méthodes de réalisation des prestations répondant à des objectifs de développement durable :
 - Prise en compte de la diminution des rejets de CO₂ ;
 - Recyclage des consommables ;
 - Formation des salariés aux exigences environnementales ;
 - Respect de la biodiversité présente dans le monument historique, notamment pour les espèces protégées (liste UICN) ;
 - Respect de la convention CITES de 1973 et de ses annexes I,II,III, en particulier sur l'origine des bois d'œuvre.

S'agissant de la gestion des déchets, le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage, pendant la période de préparation de travaux ou à défaut dans un délai de deux mois à compter de sa notification, un schéma d'organisation et de gestion des déchets précisant notamment la méthode de prévention de la production des déchets, la méthode de tri, les installations de valorisation, de traitement et d'élimination des déchets, la traçabilité des déchets, les moyens humains mobilisés sur la thématique des déchets et notamment la personne qui sera désignée responsable des déchets ainsi que les mesures de sensibilisation du personnel.

Au stade de l'exécution des travaux :

- S'assurer, conformément à l'article L. 541-7-1 du code de l'environnement, de la bonne exécution des opérations, par le producteur de déchets, de la caractérisation des déchets, et de la prise de toutes les dispositions exigées en matière de stockage, d'étiquetage et de transports ;
- Sensibiliser l'ensemble de son personnel et des personnels des entreprises de travaux présentes sur le chantier, avant le démarrage du chantier, et régulièrement pendant son déroulement, aux bonnes pratiques de gestion des déchets et de respect de l'environnement ;
- S'assurer du maintien d'un chantier propre après l'exécution des travaux.

Au stade de l'assistance aux opérations de réception :

Vérifier le respect des interdictions réglementaires, au rang desquelles figurent notamment l'interdiction de brûler des déchets issus directement ou indirectement du chantier, l'interdiction d'abandonner ou d'enfouir des déchets sur ou en dehors du chantier et l'interdiction de déverser des déchets solides ou liquides dans les réseaux d'assainissement.

5.5 CONFIDENTIALITÉ

5.5.1 Traitement de données à caractère personnel

Pour l'exécution du présent marché, en cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, le titulaire applique la mise en œuvre d'un traitement décrit à l'article 5.2.3 du CCAG MOE. Il apporte à l'acheteur, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à l'exécution de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées. Il communique notamment à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD).

En cas de méconnaissance ou de manquement de la réglementation des pénalités seront appliquées, se référer à l'article 12 Pénalités du présent document.

Conformément à l'article 30.1 CCAG MOE, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

5.5.2 Confidentialité – Secret des affaires

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

Le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution du marché. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité dont le montant est fixé à l'article 12 Pénalités du présent document. Et conformément à l'article 30.1 j) du CCAG MOE, le titulaire s'expose à la résiliation de son marché à ses torts en cas de manquement grave ou répété.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

5.5.3 Conflit d'intérêts

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai au maître d'ouvrage toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts. Cette déclaration peut être rédigée à tout moment et en tant que de besoin sous forme de courrier libre. Elle comportera selon le moment de son élaboration (au moment de la consultation ou une fois le marché conclu) l'intitulé du marché, la référence de la consultation, le nom et la qualité du titulaire, le numéro de marché, le numéro d'engagement juridique, la description du motif du conflit d'intérêt.

5.5.4 Prestations intéressant la défense – Obligation de discrétion

Sans Objet.

5.6 DÉMARCHE BIM (BUILDING INFORMATION MODELLING) ET MAQUETTE NUMÉRIQUE

L'opération ne fait pas l'objet d'une démarche BIM.

ARTICLE.6 MESURES D'ORDRE SOCIALE

6.1 APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

Le MOE est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail : liberté syndicale et reconnaissance effective du droit de négociation collective, élimination de toute forme de travail forcé ou obligatoire, abolition effective du travail des enfants et élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 32.1 du CCAG MOE.

En application de l'article D.8222-5 du code du travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du code du travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du code du travail.

6.2 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'INTERVENANTS ÉTRANGERS OU DE TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

6.2.1 Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le MOE est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du code du travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du code du travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du code du travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le MOE entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 9.2.6 CCAP du marché de MOE.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

6.2.2 Lutte contre les prestations de services internationales illégales

II Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

II Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

+ Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :

- les salariés détachés par ses soins,
- les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
- ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.

+ Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 30.1 du CCAG MOE.

ARTICLE.7 RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES

7.1 ASSURANCE DE MAÎTRE D'ŒUVRE

7.1.1 Responsabilités

D'une manière générale, le MOE assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le MOE répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

7.1.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le MOE et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Leurs polices doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

7.1.3 Assurances de responsabilité civile décennale

S'agissant de la réalisation d'ouvrages dont le coût prévisionnel des travaux et honoraires est inférieur à 15 millions d'euros HT, le MOE déclare être titulaire d'une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier la garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception ;
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Le MOE justifiera d'une police d'assurance individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016 émanant de sa société d'assurances.

Il devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

7.1.4 Dispositions communes

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire devra fournir une attestation émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Il doit adresser ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de sa mission.

Sur simple demande du maître d'ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent projet sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera au maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc. ...)

Le MOE qui conçoit un ouvrage nécessitant des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

7.2 ASSURANCE DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Sans Objet, dans la mesure où l'État est son propre assureur.

ARTICLE.8 CONNAISSANCES ANTÉRIEURES / PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

8.1 UTILISATION DES CONNAISSANCES ANTÉRIEURES

Les connaissances antérieures sont définies à l'article 22.6 du CCAG-MOE. Les conditions de leur régime d'utilisation sont précisées dans l'article 23 du CCAG-MOE.

8.2 UTILISATION DES RÉSULTATS

Les résultats sont définis à l'article 22.1 du CCAG-MOE. Le régime des droits d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 24.1 du CCAG-MOE.

Le prix de cette concession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

8.2.1 Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique

Pour les besoins découlant de l'objet, le maître d'œuvre concède, à titre non exclusif, au maître d'ouvrage ses droits patrimoniaux, composés des droits de reproduction et de représentation définis aux articles 24.2.1.1 et 24.2.1.2 du CCAG-MOE. L'exercice des droits patrimoniaux s'exerce dans le respect des droits moraux du maître d'œuvre.

Le droit de reproduction est limité à la réalisation unique du ou des ouvrages objets du marché.

Le maître d'ouvrage doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) et de diffuser les plans, avec mention du nom de l'auteur, à l'ensemble des intervenants qui concourent à la réalisation de l'ouvrage.

Le prix de la concession est intégré au forfait provisoire de rémunération défini à l'article 3 de l'acte d'engagement.

8.2.2 Mise en œuvre de la protection des droits moraux

Dans le cadre du droit à la paternité, le maître d'ouvrage s'assure que le nom et la qualité de l'auteur sont apposés sur l'immeuble réalisé ainsi que sur toutes les publications dont le maître d'ouvrage est à l'initiative portant sur la reproduction de l'œuvre sous quelque forme que ce soit.

Dans le cadre du droit au respect de l'œuvre, le maître d'ouvrage s'engage à informer le maître d'œuvre préalablement aux adaptations ou modifications ultérieures de l'œuvre et qui seraient susceptibles de l'altérer ou de la dénaturer.

En cas de réutilisation ou de réhabilitation, le pouvoir adjudicateur respecte le droit moral de l'auteur initial et lui donne les moyens de s'assurer du respect de son œuvre. Il l'informe avant toute intervention sur son œuvre.

8.2.3 Exploitation commerciale des résultats

Dans le cas où le maître d'ouvrage souhaiterait exploiter commercialement les résultats du marché, il sollicite l'accord du maître d'œuvre afin de définir les modalités de cette exploitation.

Dans le cadre de ses droits définis à l'article 24.6.1 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre peut exploiter, y compris à titre commercial, les résultats qu'il a générés, sous réserve :

- de l'accord du maître d'ouvrage pour les connaissances antérieures mises à sa disposition par ce dernier pour l'exécution du marché ;
- de ne pas porter atteinte aux droits ou à l'image du maître d'ouvrage ;
- des éventuelles obligations de confidentialité fixées à l'article 5 du CCAG-MOE ;
- de mentionner le nom du maître d'ouvrage dans toute publication.

ARTICLE.9 RÉMUNÉRATION – RÈGLEMENT DES COMPTES – VARIATION DANS LES PRIX

9.1 FORFAIT DE RÉMUNÉRATION

La rémunération est forfaitaire pour l'exécution des prestations décrites par le présent CCAP du marché.

Elle est exclusive de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le MOE s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que la maîtrise d'ouvrage au titre de la présente opération.

Les montants servant de base au calcul des évolutions de la rémunération du maître d'œuvre ainsi qu'au contrôle des engagements sont exprimés en euros hors taxes.

9.1.1 Forfait provisoire de rémunération

Le forfait de rémunération fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire, conformément aux dispositions des articles R. 2112-18 et R. 2432-7 du code de la commande publique.

Le montant du forfait provisoire de rémunération est établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre dans la présente consultation.

En cas de modification du programme, de la mission et de tout autre évènement affectant la réalisation du marché décidés par le maître d'ouvrage, ce forfait provisoire pourra être modifié avant la fixation du forfait définitif, le marché fait l'objet d'un avenant en application de l'article L.2421-5, des articles R. 2194-2, R. 2194-5, R. 2194-7 et R. 2194-8 du code de la commande publique.

La rémunération est adaptée à partir d'une proposition du MOE faisant apparaître notamment la description des prestations supplémentaires décomposées en temps prévisionnel nécessaire à leur exécution, par compétences et éléments de mission.

Cette proposition fait l'objet d'une négociation et éventuellement d'un avenant dans les conditions décrites à l'article 14.2 du CCAG MOE.

9.1.2 Fixation du coût prévisionnel des travaux et du forfait définitif de rémunération – Clause de réexamen

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'Avant-Projet-Définitif (APD) et de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel définitif des travaux.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo des études arrêtées.

Afin d'établir le coût prévisionnel des travaux, l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux (EDC) fournie par le maître d'œuvre lors des études d'avant-projet distingue :

- le Coût des Travaux Indispensables à la réalisation de l'ouvrage selon les données du programme initial (CTI) ;

- le Coût des Travaux complémentaires nés des Aléas et sujétions apparus pendant les études de conception (CTA) ;
- le Coût des Travaux complémentaires nés des Modifications de programme validées par le maître d'ouvrage (CTM).

Le passage de la rémunération provisoire à la rémunération définitive s'effectue conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique.

La clause de réexamen suivante est appliquée :

Le forfait provisoire de rémunération de la mission de base **Fo** est le produit du taux de rémunération **tb** par la partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière **Co** fixés (Annexe financière ou DPGF) dans l'acte d'engagement :

$$Fo = Co * tb$$

Le montant du forfait provisoire de rémunération a été établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de la passation du marché, tels que :

- Contenu de la mission fixée par le code de la commande publique ;
- Programme ;
- Part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux, fixée par le maître d'ouvrage ;
- Délais des études du maître d'œuvre et délai de vérification par le maître d'ouvrage ;
- Modes prévisionnels de dévolution et de passation des marchés de travaux ;
- Durée prévisionnelle d'exécution des travaux, et leur éventuel phasage ;
- Coûts en matière d'assurance pesant sur la maîtrise d'œuvre.

En cas d'évolution du programme et de la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux à l'initiative du MOA, les modifications consécutives sur le forfait provisoire de rémunération du maître d'œuvre sont les suivantes :

$$Fp' = Co' * tb$$

Où :

Fp' correspond au forfait provisoire modifié de rémunération du maître d'œuvre.

Co' correspond à l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux modifiés.

tb correspond au taux de rémunération provisoire indiqué par le maître d'œuvre dans l'annexe financière de l'acte d'engagement

Les évolutions seront actées par voie d'avenant.

9.2 RÈGLEMENT DES COMPTES DU MAÎTRE D'OEUVRE

9.2.1 Avances

Sauf en cas de refus du maître d'œuvre indiqué à l'article 5 de l'acte d'engagement, si les conditions de montants et de durée d'exécution du marché sont réunies, le maître d'ouvrage versera une avance prévue par les articles L. 2191-2 et R.2191-3 du code de la commande publique.

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent pas être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché.

Le versement de l'avance est subordonné à la constitution, par le titulaire d'une garantie à première demande.

9.2.2 Modalités de transmission et de paiement

II Modalités de transmission des pièces de paiement : Facturation sous forme électronique

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail «Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP et à l'article 11.3 du CCAG MOE ainsi que :

- Le numéro de marché ;
- Le numéro de SIRET du maître d'ouvrage ;
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » ;
- Le montant des prestations réalisées, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément à l'article 21.3 du CCAG-MOE ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique.

II Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

En l'absence d'obligation du titulaire de recourir à la facturation électronique, le point de départ du délai global de paiement des acomptes et du solde est la date de réception du projet de décompte par le RPA.

9.2.3 Rythme de règlement

Tout versement d'acompte s'effectue, dans le cadre des articles L2191-4 et R 2191-20 à R 2191-22 du code de la commande publique, sur la base des prestations réellement effectuées.

Par dérogation à l'article 11.5 du CCAG MOE, et précision de l'article 11.4.2 du CCAG MOE, le règlement des sommes dues au MOE pour l'exécution des éléments de mission définis aux articles 2.1 et 2.2 du présent CCAP, fait l'objet d'acomptes et d'un solde dans les conditions suivantes :

Éléments de mission AVP, PRO :

(1)	EXIGIBILITÉ
70%	En fonction de l'avancement de réalisation des prestations
30%	Après approbation de l'élément de mission par le RPA et obtention de la/des autorisation(s) administrative(s) correspondante(s) à l'élément considéré

Éléments de mission ACT :

(1)	EXIGIBILITÉ
50%	Après validation par le RPA des documents de la consultation
30%	A la validation du rapport d'analyse des offres par le RPA
20%	Après la mise au point des marchés de travaux

Éléments de mission EXE synthèse :

(1)	EXIGIBILITÉ
100%	En fonction de l'avancement de la production des plans de synthèse

Éléments de mission VISA :

(1)	EXIGIBILITÉ
100%	En fonction de l'avancement des visas des plans d'exécution

Éléments de mission DET :

(1)	EXIGIBILITÉ
100%	En fonction de l'avancement des travaux sous forme de demandes de paiements mensuelles sur la production d'un état périodique comportant le compte rendu d'avancement des travaux

Éléments de mission OPC :

(1)	EXIGIBILITÉ
20%	A la fin de la phase de préparation du chantier et après notification à l'ensemble des entrepreneurs du calendrier détaillé d'exécution des travaux
70%	En fonction de l'avancement des travaux sous forme d'acomptes mensuels sur la production d'un état périodique comportant le compte rendu d'avancement des travaux et du calendrier détaillé d'exécution mis à jour
10%	A l'issue des opérations préalables à la réception du (dernier) marché de travaux.

Éléments de mission AOR :

(1)	EXIGIBILITÉ
40%	Après la réception par le RPA de la dernière proposition de réception avec ou sans réserve adressée par le MOE.
10%	Après acceptation sans réserve de tous les décomptes généraux par les entrepreneurs ou après traitement des réclamations éventuelles de celles-ci par le MOE

20%	Après la réception par le RPA de la dernière proposition de levée de toutes les réserves adressées par le MOE
20%	Après réception par le RPA de la totalité des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE)
10%	Après la fin du délai de garantie de parfait achèvement du (dernier) marché de travaux prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux ou à l'issue de la prolongation que le RPA pourrait décider en application l'article 44.2 dudit CCAG

(1) Pourcentage du montant de l'élément de mission pour la prestation.

Toutefois ces prestations doivent être réglées partiellement avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre le début de réalisation des prestations et le premier acompte ou entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois ou un mois à la demande du MOE (article R.2191-22 du CCP).

Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le MOE indique l'état d'avancement de l'élément de mission permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce constat du maître d'ouvrage sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

9.2.4 Rémunération des éléments de mission

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments de mission est déterminé à partir des montants figurant en annexe à l'acte d'engagement.

Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux ainsi que le forfait définitif de rémunération, il est procédé, si nécessaire, à l'occasion du paiement du premier acompte postérieur à la notification de cet avenant, à un réajustement du montant des éléments de mission payés sur la base du forfait provisoire.

9.2.5 Modalités particulières de paiement en cas de groupement d'opérateurs ou de sous-traitance

Si le marché est passé avec des prestataires groupés, la signature de la demande d'acompte ou du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

En complément aux dispositions de l'article 12.2 du CCAG MOE, le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- II Le sous-traitant transmet une demande de paiement via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre. Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- II Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- II Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée au maître d'ouvrage.
- II Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 9.2.3 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au premier alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître d'ouvrage de l'avis de dépôt ;
- II Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de

fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;

- II Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

9.2.6 Acompte

1. Demande d'acompte

La demande d'acompte, établie par le MOE, est envoyée selon les modalités de l'article 9.2.2 ci-dessus.

Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments de mission définies aux articles 2.1, 2.2 et 9.2.4 du présent CCAP, ainsi que leurs prix, évalués en prix de base et hors TVA.

2. Acompte

En complément de l'article 11.6 du CCAG MOE, le RPA détermine le montant de l'acompte à verser au MOE à partir de sa demande d'acompte, dans un état d'acompte qui fait ressortir :

- a. l'évaluation, en prix de base, de la fraction du montant du marché à régler compte tenu des prestations effectuées depuis le début du marché ;
- b. les pénalités ou réfections éventuelles prévues au présent CCAP, et ce, depuis le début du marché. Les pénalités pour retard font l'objet d'un décompte spécifique indiquant les montants journaliers, le nombre de jours de retard et les dates d'échéance contractuelle retenues ;
- c. l'évaluation, en prix de base et hors TVA, du montant dû au MOE depuis le début du marché, qui est égal au poste **a** diminué du poste **b** ci-dessus ;
- d. le montant, en prix de base et hors TVA, du poste **c** de l'état d'acompte précédent ;
- e. le montant, en prix de base et hors TVA, dû au titre de l'acompte, qui est égal au poste **c** du présent état diminué du poste **d** ci-dessus ;
- f. l'incidence de la clause de variation des prix appliquée, conformément à l'article 9.3 du présent CCAP, sur le poste **e** ci-dessus ;
- g. le moment venu, l'incidence éventuelle du remboursement de l'avance forfaitaire;
- h. l'incidence de la TVA ;
- i. le montant de l'acompte à verser, ce montant est la récapitulation des montants **e**, **f**, **g** et **h** ci-dessus.

3. État de solde – décompte final

En précision de l'article 11.7 du CCAG MOE, le titulaire valide et adresse au maître d'ouvrage, sous 30 jours à compter de la notification de la décision d'admission des prestations, le projet d'état de solde indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées. Ce projet d'état de solde prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution. Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le projet d'état de solde indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le pouvoir adjudicateur de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du pouvoir adjudicateur peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du pouvoir adjudicateur paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

9.3 VARIATION DANS LES PRIX

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

9.3.1 Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 9.3.3 et 9.3.4

Par précision au CCAG MOE, les indemnités, les pénalités, les retenues et les primes sont établies hors TVA et ne sont pas affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

9.3.2 Mois d'établissement des prix du marché

En précision de l'article 10.1.1 du CCAG MOE, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques à la date de la remise de l'offre par le titulaire correspondant mois fixé en page de garde de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

9.3.3 Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index Ingénierie publié par l'Insee.

9.3.4 Modalités de révision des prix

Par dérogation de l'article 10.1.1 du CCAG MOE, le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte versé le mois n est donné par la formule :

$$C_n = 0,10 + 0,90 \times (I_{n-3} / I_0)$$

Avec :

I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

I_{n-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois au cours duquel chacun des règlements prévus à l'article 9.3.3 est dû au MOE, moins 3 mois.

Toutefois si la période de règlement de l'acompte est supérieure à un mois, le mois à prendre en compte est le dernier mois de la période.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes. En précision de l'article 11.3 du CCAG MOE, le versement de la révision de prix sera effectué sur chaque acompte ou ultérieurement et au plus tard lors du décompte final.

9.3.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA :

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

ARTICLE.10 EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX

10.1 COÛT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX_ENGAGEMENTS DU MAÎTRE D'ŒUVRE

Le coût prévisionnel des travaux **C** est le montant de toutes les prestations de travaux nécessaires pour réaliser l'ouvrage tel que défini au programme.

Ce coût est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m_0 (m_0 ETUDES) fixé en page de garde de l'acte d'engagement.

Le MOE s'engage sur un coût prévisionnel des travaux **C** sur la base des études d'Avant-Projet Définitif.

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle **C₀** affectée aux travaux par le maître d'ouvrage est mentionnée à l'article 2.4 du présent CCAP.

Après approbation de l'Avant-Projet Définitif par le maître d'ouvrage, l'avenant défini à l'article 9-2.4 ci-dessus fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le MOE s'engage à respecter.

En cas de modification du programme ayant une incidence sur le coût prévisionnel des travaux, l'avenant défini à l'article 9-1.2 ci-dessus fixe le nouveau coût prévisionnel des travaux.

Cette nouvelle rémunération doit faire l'objet d'une demande de la MOE à la maîtrise d'ouvrage par le biais d'un courrier. La maîtrise d'ouvrage examinera la proposition de la MOE et en négociera les termes si nécessaire. L'acceptation de cette nouvelle rémunération par la maîtrise d'ouvrage n'est pas de fait.

10.2 TOLÉRANCE SUR LE COÛT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX

Par dérogation de l'article 13.2 du CCAG MOE, le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 3 %.

10.3 SEUIL DE TOLÉRANCE

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux, sur lequel s'est engagé le MOE, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

L'avancement des études permet au MOE lors de l'établissement des prestations de chaque élément de mission de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance, et ceci avant même de connaître les résultats des consultations lancées pour la passation des marchés de travaux, le MOE recommence ses études à ses frais afin de parvenir à des résultats permettant de respecter le seuil de tolérance.

10.4 COÛT DE RÉFÉRENCE DES TRAVAUX

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, il établit le coût de référence des travaux tel qu'il résulte des consultations tous lots confondus.

Ce coût est le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître d'ouvrage. Il est ramené en valeur m_0 du marché de maîtrise d'œuvre par application du coefficient de réajustement C_r défini ainsi :

$$C_r = BT01_{e-6} / BT01_{t-6}$$

Avec :

BT01_{e-6}= Valeur de l'index "**tous corps d'état**" au mois m_0 moins 6 mois, du marché de maîtrise d'œuvre ;

BT01_{t-6}= Valeur de l'index "**tous corps d'état**" au mois m_0 moins 6 mois, des offres du marché de travaux.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût de référence des travaux dépasse le seuil de tolérance et si le maître d'ouvrage déclare la consultation infructueuse, le MOE a l'obligation de reprendre les études, sans que cela ouvre droit à rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le MOE fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de 20 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après recevabilité prononcée par le maître d'ouvrage, le MOE doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 20 jours à compter de l'accusé de réception de cette recevabilité afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle consultation.

10.5 MOYENS DONNÉES AU COORDONNATEUR SPS – OBLIGATION DU MOE

Tout différend entre le MOE et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le MOE communique directement au coordonnateur SPS :

- tous les documents relatifs aux avant-projet(s) et projet(s) ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;

Le MOE s'engage à :

- fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;

- respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage.

Le MOE doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Le MOE vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.

Pour l'analyse des offres des entreprises, le MOE consulte le coordonnateur SPS et intègre son avis dans le rapport d'analyse des offres.

10.6 VARIANTE POUR LES MARCHÉ DE TRAVAUX

Le MOE propose le cas échéant les variantes à l'initiative du maître d'ouvrage (prestations supplémentaires éventuelles ou solutions alternatives) auxquelles devront répondre les entreprises.

Le MOE propose au maître d'ouvrage d'autoriser ou non les variantes à l'initiative des entreprises, y compris celles permettant l'utilisation de matériaux recyclés. Dans le cas de variante, il propose les exigences minimales à respecter.

ARTICLE.11 EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE APRÈS LA PASSATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX

Dans le cadre de sa présente mission, le MOE est chargé de faire appliquer les stipulations du marché de travaux liant l'/les entreprise(s) et le maître d'ouvrage et ne peut y apporter aucune modification sans accord préalable de ce dernier.

11.1 COÛT INITIAL DES MARCHÉ DE TRAVAUX – CONDITIONS ÉCONOMIQUES D'ÉTABLISSEMENT

Le coût initial des marchés de travaux est celui qui résulte des marchés de travaux passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet.

Ce coût est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux, chacun d'eux étant ramené aux conditions économiques du mois m_0 du premier marché par application du coefficient de réajustement C_r défini ainsi :

$$C_r = BT01_{1t-6} / BT01_{2t-6}$$

Avec :

BT01_{1t-6} = Valeur de l'index "**tous corps d'état**" au mois m_0 moins 6 mois, du premier marché de travaux ;

BT01_{2t-6} = Valeur de l'index "**tous corps d'état**" au mois m_0 moins 6 mois, du marché de travaux concerné.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Une décision du RPA, notifiée dans les conditions de l'article 5.1 ci-dessus, constate et arrête le montant du coût initial des marchés de travaux que le MOE s'engage à respecter.

11.2 TOLÉRANCE SUR LE COÛT INITIAL DES MARCHÉS DE TRAVAUX

Par dérogation de l'article 13.2, le coût initial des marchés de travaux est assorti d'un **taux de tolérance** de 3 %.

11.3 CALCUL DU SEUIL DE TOLÉRANCE SUR LE COÛT INITIAL DES MARCHÉS DE TRAVAUX

Le coût de réalisation des travaux **Cr** est assorti d'un taux de tolérance **X2**. Ce taux de tolérance est de 3 %, tel que fixé à l'article 11.2

Le seuil de tolérance **St2** est égal au coût de réalisation des travaux **Cr** majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance **X2** indiqué fixé à l'article 11.2.

$$\mathbf{St2} = \mathbf{Cr} + (\mathbf{Cr} \times \mathbf{X2}) = \mathbf{Cr} \times (1 + \mathbf{X2})$$

11.4 COMPARAISON ENTRE RÉALITÉ ET TOLÉRANCE

Le coût constaté **Cc** déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement des travaux est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre de contrats, marchés, avenants, commandes hors marchés intervenus pour la réalisation de l'ouvrage, hors incidence des travaux modificatifs, hors révision de prix mais y compris les éventuelles indemnités sur réclamation.

11.5 PÉNALITÉ POUR DÉPASSEMENT DU SEUIL DE TOLÉRANCE

Si le coût constaté **Cc** est supérieur au seuil de tolérance **St2**, le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté **Cc** et le seuil de tolérance **St2** multiplié par le taux **tb'** de rémunération définitif fixé dans l'acte d'engagement.

$$\mathbf{P} = \mathbf{tb'} \times (\mathbf{Cc} - \mathbf{St2})$$

Cependant, conformément à l'article R.2432-4 du code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Le montant de la pénalité est arrondi à l'euro supérieur.

11.6 TRAVAUX MODIFICATIFS OU SUPPLÉMENTAIRES

11.6.1 Définition

Les travaux modificatifs ou supplémentaires font l'objet d'une fiche de travaux modificatifs rédigée par le MOE et comprenant son estimation aux conditions économiques au mois m_o "Travaux".

Ces modifications sont classées par le maître d'ouvrage sur proposition du MOE dans l'une des catégories suivantes :

Catégorie 1 : modifications dont la consistance ou le coût du projet demandées par le maître d'ouvrage ou s'imposant à lui.

L'incidence financière de ces modifications n'est pas prise en compte dans le coût total définitif des travaux.

Le MOE estime l'incidence éventuelle de ces modifications sur sa rémunération forfaitaire en la justifiant par éléments de mission conformément aux stipulations de l'article 9.1.1 ci-dessus.

Catégorie 2 : modifications dans la consistance du projet apportées par le MOE en cours d'exécution par suite d'imprévisions, d'imprécisions ou d'adaptations dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux.

L'incidence financière des modifications ne peut en aucun cas donner lieu à une rémunération complémentaire du MOE.

L'incidence financière de ces modifications est prise en compte dans le coût total définitif des travaux définis à l'article 11.4 ci-dessus.

11.6.2 Modalités d'acceptation

Les fiches de travaux modificatifs, et les propositions de classement, établies par le MOE, sont soumises à décision du RPA.

Les décisions du RPA relatives aux travaux modificatifs ou supplémentaires sont portées sur la fiche de travaux modificatifs rédigée par le MOE.

Dans le cas où le coût des travaux modificatifs, chiffré par les entreprises, est supérieur à l'estimation du MOE, ce dernier soumettra une nouvelle proposition justifiée pour acceptation et décision par le RPA.

11.7 SUIVI DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Conformément aux dispositions de l'article 2 du présent CCAP, la "direction de l'exécution des marchés de travaux" incombe au MOE qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages. A ce titre il est l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

Le maître d'œuvre tient compte dans l'exercice de sa mission de celles dévolues à chacun de ces intervenants et les tient informés des actes relevant de sa responsabilité qui peuvent les concerner.

Pendant les phases d'exécution des travaux, il leur donne notamment accès aux registres de chantiers.

Il prend en compte leur avis pour les questions relevant de leurs missions et fait part, le cas échéant, au maître d'ouvrage des désaccords qui pourraient survenir entre ces intervenants et lui.

Le maître d'ouvrage lui fait connaître son arbitrage, le cas échéant, sous un délai de huit jours. En l'absence d'arbitrage du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre est libre de sa décision, dont il informe le maître d'ouvrage et les intervenants concernés.

En aucun cas le maître d'œuvre ne pourra invoquer les avis des autres intervenants pour se soustraire à ses obligations contractuelles.

11.8 ORDRES DE SERVICE DÉLIVRÉS PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des marchés de travaux", le MOE est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs.

Toutefois les ordres de service ayant une incidence financière ne peuvent être notifiés par le MOE qu'après décision du RPA prise selon les modalités prévues à l'article 11.5.2 ci-dessus.

Les ordres de service doivent être écrits, datés, signés, numérotés et adressés en deux exemplaires par le MOE à l'entrepreneur, dans les conditions prévues à l'article 3.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux. Le MOE transmet une copie de l'ordre de service au maître d'ouvrage qui peut s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés en temps utile conformément à l'article 12.2.1 du présent CCAP.

11.9 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

11.9.1 Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le MOE sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

11.9.2 Moyens donnés au coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition du MOE pour ses différentes réunions.

Obligations du MOE

Tout différend entre le MOE et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le MOE communique directement au coordonnateur SPS :

- tous les documents relatifs aux études d'exécution ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- chaque version du/des calendrier(s) détaillé(s) d'exécution.

Le MOE informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.

Comme pendant la phase d'études, le MOE doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Le MOE arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.

Dans le cas de commencement des travaux des marchés dont une période de préparation est prévue mais n'est pas comprise dans le délai d'exécution : le MOE ne pourra notifier l'ordre de démarrage des travaux que lorsqu'il aura été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des Plans Particuliers Simplifiés de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS) dans le Plan Général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGSCSPS).

Dans le cas de commencement des travaux des marchés dont une période de préparation est prévue et comprise dans le délai d'exécution :

- Le MOE avise par écrit le maître d'ouvrage que les travaux peuvent commencer ;
- Le MOE notifie aux titulaires des marchés copie de ce document qui vaut autorisation de commencer les travaux, après avoir :
 - II visé les documents remis par les entreprises pendant la période de préparation qui conditionnent le démarrage des travaux ;
 - II été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des Plans Particuliers Simplifiés de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS) dans le Plan Général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGSCSPS).

ARTICLE.12 DÉLAIS – PÉNALITÉS- PRIMES

12.1 DÉLAIS ET PÉNALITÉ

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG MOE, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du maître d'ouvrage de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

En application à l'article 16.2.4 du CCAG MOE, les pénalités pour retard s'exécutent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

12.1.1 Délais et pénalités appliquées aux éléments de mission

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG MOE, en cas de retard dans l'exécution des délais définis à l'article 12.1 ci-dessus, le MOE subit une pénalité journalière fixée à :

Élément de mission	Tâche	Délai	Pénalité
DIA		2 mois	150 €
APD		2 mois	150 €
PRO		1 mois	150 €
EXE synthèse		15 jours	150 €
ACT	<ul style="list-style-type: none">- Préparer les documents de la consultation- Analyse des candidatures- Analyse des offres- Mise au point des dossiers marchés	<ul style="list-style-type: none">15 jours5 jours20 jours5 jours	<ul style="list-style-type: none">150 €50 €150 €50 €
VISA		10 jours	150 €
DET	<ul style="list-style-type: none">- Absence injustifiée en réunion de chantier- Comptes rendus de réunion- Constats- Notification des décisions- Mémoires de réclamation- Etat d'avancement - Non tenue du journal de chantier- Projets de décomptes finaux - Autres tâches du CCAG-Travaux	<ul style="list-style-type: none">5 jours5 jours5 jours5 joursAu plus tard le 28 de chaque mois	<ul style="list-style-type: none">100 €50 €50 €50 €200 €200 € 50 €200 €200 €
OPC	<ul style="list-style-type: none">- Calendrier des documents d'exécution- Calendrier détaillé- Mise à jour du calendrier détaillé	<ul style="list-style-type: none">10 jours10 jours5 jours	<ul style="list-style-type: none">150 €150 €150 €

SSI	- Élaboration cahier des charges SSI	1 mois	150 €
	- Suivi de la cohérence entre équipements du SSI	15 jours	150 €
	- Mise à jour du dossier SSI	15 jours	150 €
	- Contrôle du respect du cahier des charges et suivi du contrôle fonctionnel	15 jours	150 €
	- Etablissement du PV de réception technique	20 jours	150 €
AOR	- OPR	10 jours	150 €
	- Proposition de réception	10 jours	150 €
	- DOE	20 jours	150 €
	- Examen des désordres	5 jours	150 €
	- PV de levée des réserves	20 jours	150 €

12.1.2 Pénalités liées au non-respect des clauses sociales

Sans Objet

12.1.3 Pénalités liées au non-respect des clauses environnementales

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 5.4 du présent document, le maître d'œuvre se voit appliquer, pour chaque manquement, une pénalité forfaitaire :

Élément de mission	Tâche	Pénalité
Documents de la consultation des marchés de travaux	- Non élaboration des critères de sélections et d'attribution	200 €
	- Non-respect du réemploi des matériaux	200 €
	- Non-respect des objectifs de développement durable dans la rédaction des contrats	200 €
	- Non transmission du schéma d'organisation des déchets pendant la préparation de travaux	200 €
Au stade de l'exécution des travaux	- Non suivi de la gestion des déchets	200 €
	- Non suivi du maintien d'un chantier propre	500 €
Au stade de l'assistance aux opérations de réception	- Non suivi de la gestion des déchets	200 €

12.1.4 Autres pénalités

En cas de retard de production des attestations d'assurance au maître d'ouvrage dans les 10 jours, il sera appliqué une pénalité de 500 euros jusqu'à la production des pièces.

En cas de retard dans la remise du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 50 euros par jour calendaire de retard.

Toute absence d'un représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué encourt la pénalité de 500 euros.

Le défaut de mention de la date de réception ou de remise de la demande de paiement des entrepreneurs entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 50 € par demande présentée.

En cas de méconnaissance ou de manquement de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations précisées à l'article 5.5 du présent document, une pénalité de 1000 euros sera appliquée par infraction constatée.

En cas de méconnaissance du secret des affaires et de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 1000 euros par document divulgué.

12.2 PLAFONNEMENT ET SEUIL D'EXONÉRATION DES PÉNALITÉS DE RETARD

Le maître d'œuvre bénéficie d'exonération si le montant total des pénalités ne dépasse pas 1000 euros comme mentionné à l'article 16.2.1 du CCAG MOE.

Le montant total des pénalités est plafonné dans les conditions mentionnées à l'article 16.2.2 de ce même CCAG MOE.

12.3 PRIMES

Sans Objet pour ce marché.

ARTICLE.13 ADMISSION – ACHÈVEMENT DE LA MISSION - RÉSILIATION

13.1 ADMISSION DES DOCUMENTS PRÉSENTATION PAR LE MOE

13.1.1 Nombre d'exemplaires

Les documents présentés par le MOE sont remis au RPA, en un exemplaire sur support papier relié.

En complément de ces exemplaires, les documents sont remis dans un des formats suivants :
dwg – pdf - dxf – ppt – doc – xls – sxw – sxc – sxi – sxd – odt – ods – odp - odg.

13.1.2 Délais d'admission des documents d'études

L'admission consiste en l'acceptation par le RPA des documents d'études correspondant à l'élément de mission remis et conformes aux prescriptions du marché. En application de l'article 21.1 du CCAG MOE l'admission peut être prononcée avec observations du RPA. Dans ce cas, le MOE prend en compte les remarques et demandes d'évolution pour l'élaboration du niveau d'étude suivant.

Par dérogation à l'article 20.2 du CCAG MOE, les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration des délais suivants :

Élément de mission	Document	Délai
DIA	Avant-Projet Sommaire	30 jours
APD	Avant-Projet Définitif	30 jours
PRO	Études de projet	30 jours
OPC	Calendrier détaillé d'exécution des travaux (en cas de modification du délai global)	15 jours

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le RPA de ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au MOE dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite). Toutefois, L'admission tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

13.1.3 Ajournement – Réfaction – Rejet

Les stipulations des articles 21.2, 21.3 et 21.4 du CCAG MOE s'appliquent.

Le RPA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le MOE des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

13.1.4 Délais de vérification des autres documents présentés par le MOE

Par dérogation à l'article 20.2 du CCAG MOE, les décisions relatives à la vérification des documents présentés par le MOE doivent intervenir avant l'expiration des délais suivants :

Élément de mission	Document	Délai
DIA APD	Dossiers d'autorisations administratives	20 jours
ACT	Documents de la consultation	30 jours
	Analyse des candidatures	20 jours
	Analyse des offres	20 jours
DOE	Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE)	15 jours

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le RPA de ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au MOE dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée admise avec effet à compter de l'expiration du délai.

En cas de rejet ou d'ajournement, le RPA dispose, pour donner son avis, après présentation par le MOE des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

La vérification peut être assortie de conditions à prendre en compte par le MOE dans un délai fixé par le RPA et soumis aux dispositions de l'article 12.2.1 ci-dessus.

13.2 ACHÈVEMENT DE LA MISSION

La mission du MOE s'achève à la plus tardive des dates suivantes :

- l'expiration du/des délai(s) de "Garantie de Parfait Achèvement" (G.P.A. prévue à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ;
- la levée de la dernière réserve ;
- l'instruction du dernier mémoire de réclamation des entreprises ;

ou lorsque le RPA décide que les obligations contractuelles du MOE sont globalement remplies.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le RPA, sur demande du MOE.

13.3 INTERRUPTION ET SUSPENSION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les stipulations des articles 25-2, 25.2 et 26 du CCAG MOE s'appliquent pour les interruptions pour retard de paiement, suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles et clause de réexamen. Comme précité à l'article 5.2.4 du présent CCAP, un délai de prolongation d'exécution peut être mis en place dans les conditions décrites à l'article 15.3 du CCAG MOE. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

13.4 RÉSILIATION DU MARCHÉ

Le présent marché peut être résilié dans les conditions prévues au CCAG MOE vigueur.

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 34 inclus du CCAG MOE, avec les précisions décrites dans les articles 13.4.1 à 13.4.3.

13.4.1 Résiliation du marché par décision du RPA

Précision du CCAG MOE : Le RPA se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des **parties techniques** telles que définies à l'article 2 du présent CCAP.

La décision motivée d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue d'une partie technique, donne lieu à indemnité dans les conditions de l'article 31 du CCAG MOE et selon les modalités de l'article 13.4.2 du présent CCAP sauf dans le cas où elle intervient du fait de la défaillance du maître d'œuvre.

13.4.2 Résiliation du marché pour motif d'intérêt général

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du MOE, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 31 du CCAG MOE est fixé à 3 %.

13.4.3 Résiliation du marché aux torts du MOE ou cas particulier

Dans l'hypothèse où le MOE disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG MOE complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal. A défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 30 du CCAG MOE.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif, ainsi que conformément aux articles L.2141-7 à L.2141-11.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le représentant du pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 28.2 du CCAG MOE.

Dans l'hypothèse où le MOE ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du code du travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du code du travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, dans les conditions définies à l'article 32 du CCAG MOE.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L.8222-6 du code du travail le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L.8221-3 à L.8221-6 sur le travail dissimulé.

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG MOE.

13.4.4 Résiliation du marché par arrêt des prestations ou autres cas de résiliation

Le marché pourra notamment être résilié dans l'un des cas suivants :

- le MOE s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités, dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 10.3 du présent CCAP ;
- après appel à la concurrence infructueux, lorsque le MOE ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

ARTICLE.14 DIFFÉRENDS ET LITIGES

14.1 DIFFÉRENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

Les stipulations de l'article 35 du CCAG MOE s'appliquent.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

14.2 LITIGES ET CONTENTIEUX

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de MONTPELLIER.

ARTICLE.15 DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Il est fait dérogation au CCAG MOE au terme des articles suivants :

DÉROGATION		
CCAP 4.1	Pièces constitutives du marché	4.1 CCAG MOE
CCAP 5.1	Échanges dématérialisés - Notification	3.2.1 CCAG MOE
CCAP 9.2.3	Rythme de règlements	11.5 CCAG MOE
CCAP 9.3.4	Modalités de révision des prix	10.1.1 CCAG MOE
CCAP 10.2	Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux	13.2 CCAG MOE
CCAP 11.2	Tolérance sur le coût initial des marchés de travaux	13.2 CCAG MOE
CCAP 12.1	Délais et pénalités	16.2.4 CCAG MOE
CCAP 12.1.1	Délais et pénalités appliqués aux éléments de mission	16.2 CCAG MOE
CCAP 13.1.2	Délais d'admission des documents d'études	20.2 CCAG MOE
CCAP 13.1.4	Délais de vérification des autres documents présentés par le MOE	20.2 CCAG MOE

ARTICLE.16 PRÉCISIONS DES DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Il est fait précision au CCAG MOE au terme des articles suivants :

PRÉCISION		
CCAP 1.2	Les contractants	3.5 CCAG MOE
CCAP 9.2.4	Rythme de règlements	11.4.2 CCAG MOE
CCAP 9.2.7	Acompte	11.7 CCAG MOE
CCAP 9.3.1	Variations dans les prix	10.1.1 CCAG MOE
CCAP 9.3.2	Mois d'établissement des prix du marché	10.1.1 CCAG MOE
CCAP 9.3.4	Modalités de révision des prix	11.3 CCAG MOE
CCAP 13.4.1	Résiliation par décision du RPA	Art. 27 CCAG MOE

